

L' accès aux médicaments de qualité dans le système public

Centrale nationale d'approvisionnement

- Etablissement pharmaceutique?
- Plate forme logistique ?
- Quel complémentarité au secteur privé ?
- Monopole/ Concurrence ?

Donner les moyens pour un fonctionnement optimal aux centrales nationales

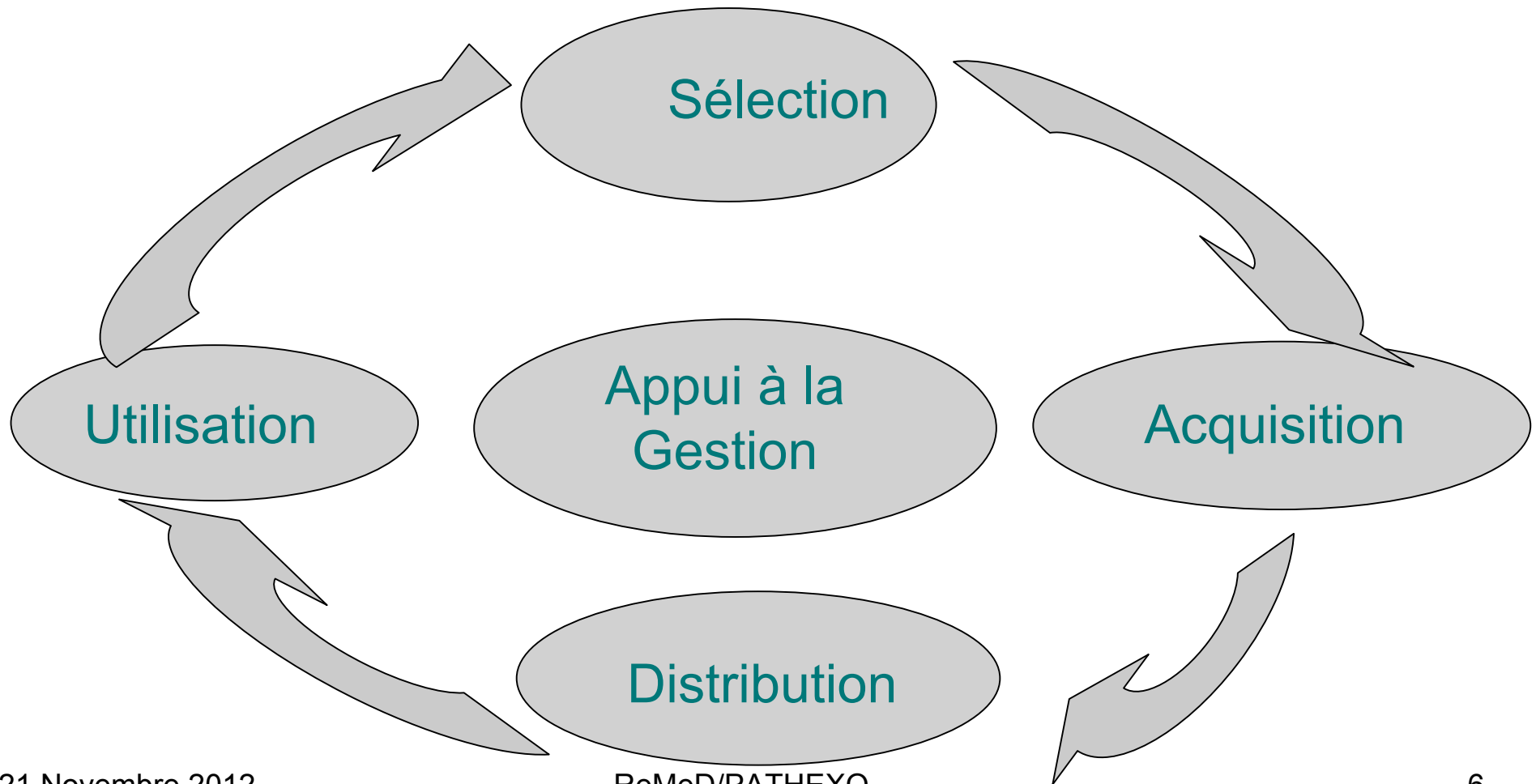
**Pour fonctionner correctement ,
un système de santé a besoin
d'un approvisionnement en
continu de médicaments.**

Actuellement pour diverses raisons, ce n'est pas le cas

Un circuit fonctionnel c'est:

- L'estimation des besoins
- La planification des achats
- Les achats
- Les procédures de transit et de dédouanement
- Le stockage
- La distribution
- La dispensation
- Le suivi et le monitoring
- L'information sur la distribution / consommation

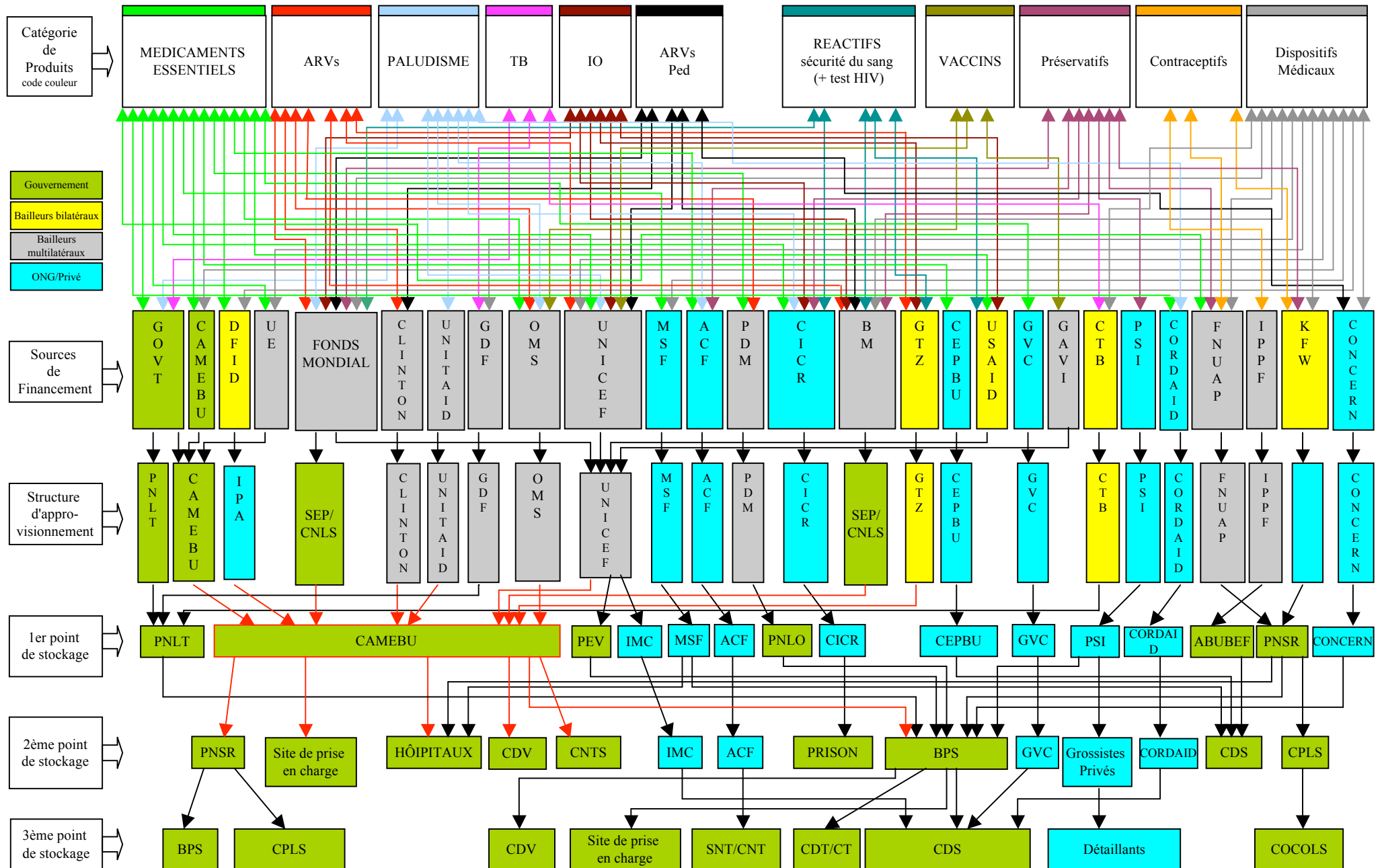
Le cycle de gestion des médicaments



Systèmes d'approvisionnement des produits pharmaceutiques au Burundi. Juillet 2007



République du Burundi
Ministère de la Santé Publique



Il manque un élément majeur .

Le Malade

Le dilemme

Payants ??

OU m'adresser
?

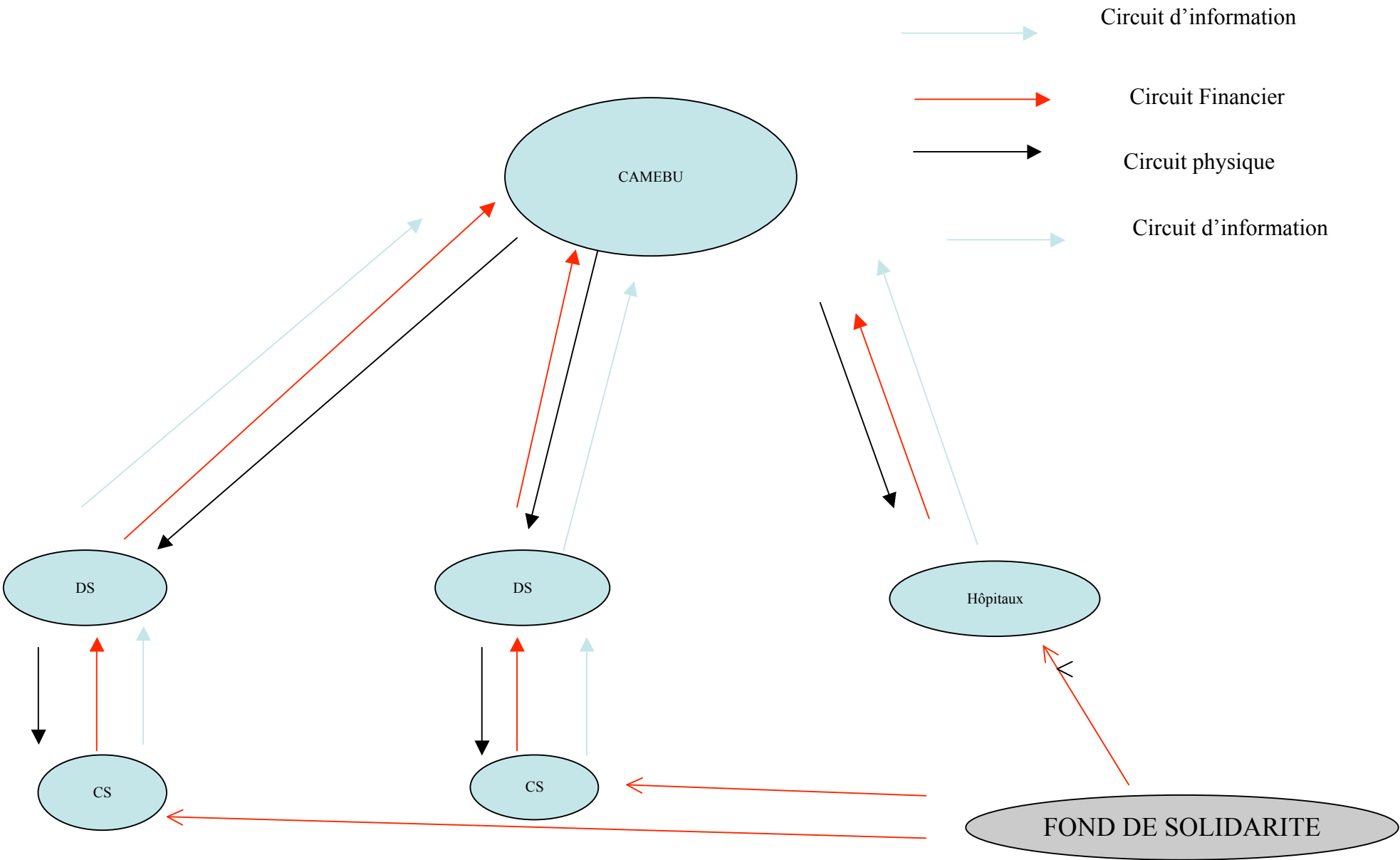
Gratuit ??

La CAMEBU

- Ses statuts d'EPA, en particulier l'article 16 la soumettant à la législation relative aux marchés publics de l'Etat ne donne pas lors des achats, la souplesse nécessaire pour remplir sa mission de service public d'approvisionnement en médicament et matériel médical.

- **Problème au niveau des appels d'offres**
(Depuis les procédures d'appel d'offres jusqu'à la chaîne de signatures pour engager les commandes)
- **Problème de gestion des dons**
- **Problème de circuit financier (peu d'acheteurs viables)**
- **Problème de distribution de médicaments « gratuits »**

- Pour une pérennité , il faut construire un réseau de distribution accompagné d'un circuit financier et d'un circuit d'information en tenant compte des contraintes et de la spécificité « gratuité » de la mesure présidentielle pour les enfants de moins de 5 ans et le suivi des femmes enceintes.



Mission de service public ne veut pas dire

- Distribuer des médicaments à des clients insolubles.
- Distribuer des médicaments « gratuits »

Dans le circuit financier, il faut fixer les différentes marges et garantir un prix fixe au niveau du malade.

Autre problème, présence d'un système de dotation adapté aux situations d'urgence alors qu'il faut envisager une réponse à des besoins exprimés.

QUELLES SOLUTIONS ?

Trouver une forme juridique autorisant la CAMEBU à

- Procéder à un appel d'offre de pré-sélection de fournisseurs (seul moyen de se préserver d'un minimum de qualité)
- Regrouper les besoins des services publics.
- (éventuellement ajouter les besoins des centres de santé privés à but non lucratifs, des pharmacies mutualistes et des hôpitaux autonomes)
- Signer une convention de service public avec l'ÉTAT

Concernant l'accompagnement de la mesure présidentielle de gratuité pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes.

(AIDE A LA DEMANDE)

PROPOSITION:

Créer un fonds de prise en charge de la gratuité

Statut et organisation :

- Conseil d'administration large (professionnels de santé, bénéficiaires, bailleurs...)
- Tutelle du Ministère de la santé,

Accréditation et contractualisation :

- Identification de structures accrédités,(Hôpitaux, Centre de santé,.....
- Instrument de garantie de la qualité des services

Approvisionnement du fonds :

- Financement initial public,
- Financement international

- **La structure accréditée :**
- **Transmet une facture mensuelle au gestionnaire du fonds,**
- **Validation de la dépense par le gestionnaire,**
- **Accord d'engagement par l'ordonnateur.**

- Pour les hôpitaux , cet engagement pourrait se faire sous forme d'une ouverture de crédit à la CAMEBU. Cela pour éviter les échanges financiers.
- Pour les centres de santé, l'ouverture de crédit devra respecter les deux niveaux du système de distribution .
- Le fond gère donc un compte bancaire et ouvre des lignes de crédit à la CAMEBU. En contre partie la CAMEBU passe un appel d'offre qui sera payé par le compte CAMEBU et remboursé par le compte du fond d'achat.

Conclusions

La proposition permet une action rapide aux deux bouts de la chaîne de distribution,

- entrée dans le pays ,disponibilité financière des médicaments au niveau des malades.

BURUNDI 2012

- ce jour: Un fond constitué de:
 - ✓ Une ligne budgétaire sur fond IPPTE
 - ✓ Une ligne banque mondiale

Risques:

- Gestion par la direction budgétaire du MSP,
- La valeur du paquet de soins semble trop faible par rapport aux coûts réels.
- Ajout du Financement de la performance,
- Non participation de l'ensemble des partenaires,
- Statuts maintenant la CAMEBU sans autonomie véritable et maintenant une application stricte du code des marchés.

- La CAMEBU a vu son chiffre d'affaire évoluer .
 - 2006: 2 milliards FBU
 - 2012: 12 milliards FBU
- La marge qui était de 25% est descendue à 15%
- Les prix d'achats ont eux aussi baissé lors de l'A.O. de 2010 qui pour la première fois à atteint 10 milliards de FBU.

- Pour ne pas affaiblir les systèmes de santé , il y a un moyen très simple.
- Il faut payer le médicament à son juste prix à la place du « pauvre ».

Les Expérimentations.

- FONDS d'EQUITE
- CIBLAGE DES PAUVRES
- ASSURANCES
- MUTELLES
- ABOLITION DU PAIEMENT
- CMU